

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/203053]

**31 MAI 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon pris en exécution des articles L1123-15, L2212-45, L6411-1, L6421-1 et L6451-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1123-15, § 3, alinéa 2, remplacé par le décret du 29 mars 2018, L2212-45, § 6, alinéa 2, remplacé par le décret du 29 mars 2018, L5111-1, 14<sup>o</sup>, inséré par le décret du 29 mars 2018, L6411-1, § 1<sup>er</sup>, alinéas 1<sup>er</sup> et 3, inséré par le décret du 29 mars 2018, L6421-1, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, inséré par le décret du 29 mars 2018, et L6451-1, § 2, alinéa 2, inséré par le décret du 29 mars 2018;

Vu le rapport du 19 mars 2018 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup> du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en oeuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 63.324/4 du Conseil d'État, donné le 8 mai 2018, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre des Pouvoirs locaux;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Définitions***Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :1<sup>o</sup> le Code : le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;2<sup>o</sup> le registre : le registre visé à l'article L6411-1 du Code;3<sup>o</sup> le déclarant : la personne qui est assujettie à la cinquième partie du Code ou l'informateur institutionnel défini à l'article L6411-1 du Code;4<sup>o</sup> l'organisme : l'organisme défini à l'article L6451-1, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du Code;5<sup>o</sup> l'Administration : la Direction générale opérationnelle Pouvoirs locaux et Action sociale du Service public de Wallonie(DGO5).CHAPITRE II. — *Avantages en nature admissibles***Art. 2.** Les avantages en nature admissibles visés aux articles L1123-15, § 3, et L2212-45, § 6, du Code, sont :1<sup>o</sup> la mise à disposition gratuite d'un vélo dans le cadre d'une utilisation mixte, à la fois privée et professionnelle;2<sup>o</sup> la mise à disposition gratuite d'un téléphone mobile et/ou d'une tablette dans le cadre d'une utilisation mixte, à la fois privée et professionnelle;3<sup>o</sup> la mise à disposition gratuite d'un ordinateur fixe et/ou portable dans le cadre d'une utilisation mixte, à la fois privée et professionnelle;4<sup>o</sup> la mise à disposition gratuite d'une connexion internet fixe et/ou mobile dans le cadre d'une utilisation mixte, à la fois privée et professionnelle;5<sup>o</sup> la mise à disposition gratuite d'un abonnement de téléphonie fixe et/ou mobile dans le cadre d'une utilisation mixte, à la fois privée et professionnelle;6<sup>o</sup> la mise à disposition d'un véhicule de fonction dans le cadre d'une utilisation mixte, à la fois privée et professionnelle.

L'acquisition ou le crédit-bail des véhicules visés par le présent arrêté est permis :

- pour les bourgmestres dans les communes de 50.000 à 100.000 habitants;

- pour les bourgmestres et échevins dans les communes de plus de 100.000 habitants;

- pour les membres du collège provincial,

et est soumis aux limites ci-après :

| Type et destination du véhicule | Puissance fiscale maximale | Cylindrée maximale | Prix maximal d'acquisition du véhicule au moment de la conclusion du contrat d'achat ou de location |
|---------------------------------|----------------------------|--------------------|---|
| Véhicule de fonction            | 16 CV                      | 4.000 CC           | 25.000 EUR  |

Le prix repris au présent tableau s'entend du prix d'acquisition, prix de base et options éventuelles, T.V.A. non comprise. Ce prix est lié aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation et est rattaché à l'indice-pivot 138,01. Ce prix s'entend remise incluse mais sans tenir compte des reprises éventuelles.

Par dérogation, en cas d'acquisition d'un véhicule hybride ou électrique ou d'un véhicule propre pour autant que les caractéristiques de celui-ci donnent lieu à un incitant fiscal tel que défini par la réglementation en matière d'impôts sur les revenus, le prix maximal repris dans le tableau est de 30.000 EUR T.V.A. non comprise. Ce prix est lié aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation et est rattaché à l'indice-pivot 138,01. Ce prix s'entend remise incluse mais sans tenir compte des reprises éventuelles.

CHAPITRE III. — *Modalités de transmission des déclarations de mandats et rémunérations et des informations collectées dans le cadre du registre*

**Art. 3.** Pour être recevable, la déclaration visée à l'article L5211-2 du Code permet l'authentification du déclarant. Cette authentification peut se faire par voie électronique au moyen de la carte d'identité électronique du déclarant ou par voie papier au moyen d'une signature.

La déclaration par voie électronique qui n'est pas authentifiée au moyen de la carte d'identité est doublée d'un envoi signé par voie papier. Cet envoi peut être effectué sur base du document reçu par le déclarant au terme de la procédure par voie électronique.

**Art. 4.** Le Ministre qui a les Pouvoirs locaux dans ses compétences définit les moyens de transmission des informations visées à l'article L6411-1, §§ 3 à 5, du Code.

**Art. 5.** Si une déclaration est introduite par voie électronique, le déclarant mentionne une adresse courriel à utiliser pour les échanges. Le déclarant communique toute modification de cette adresse à l'Administration.

Un accusé de réception du dépôt est expédié par courriel au déclarant au moment de la transmission de la déclaration.

**Art. 6.** Le point de départ du délai de vérification des déclarations, visé à l'article L5421-1, § 5, du Code, est le premier jour qui suit celui de l'envoi de l'accusé de réception. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le point de départ de ce délai est reporté au plus prochain jour ouvrable.

**Art. 7.** Dans le cas où l'Administration peut obtenir directement, auprès de sources authentiques d'organismes, les données visées à l'article L6411-1, §§ 3 à 5, du Code nécessaires à l'examen des dossiers et pièces, elle peut dispenser le déclarant de les transmettre.

**Art. 8.** Le déclarant transmet et valide le formulaire qui comprend les déclarations visées à l'article L5211-1 du Code ou les informations visées à l'article L6411-1 du Code. Le formulaire est fixé par le ministre qui a les pouvoirs locaux dans ses compétences.

CHAPITRE IV. — *Modèle de rapport de rémunération*

**Art. 9.** Le modèle de rapport de rémunération visé à l'article L6421-1, § 1<sup>er</sup>, est établi par type d'institution et fixé par le ministre qui a les pouvoirs locaux dans ses compétences.

CHAPITRE V. — *Remboursements de frais admissibles et modalités d'octroi*

**Art. 10.** En application de l'article L6451-1, § 2, les déplacements d'un mandataire, pour les besoins inhérents à l'exercice du mandat ou de la fonction peuvent être effectués au moyen d'un véhicule de service appartenant à l'organisme ou au moyen d'un véhicule personnel.

Dans ce dernier cas, l'organisme souscrit une assurance tous risques pour couvrir les risques encourus par le mandataire utilisant leur véhicule à moteur personnel pour les besoins du service ou du mandat.

S'agissant d'une commune ou d'une province, le conseil communal ou le conseil provincial arrête les modalités d'utilisation du véhicule de service selon les mêmes règles que celles prévues pour les membres du personnel.

S'agissant d'une intercommunale, d'une régie communale ou provinciale autonome, d'une association de projet ou d'une société de logement de service public, le principal organe de gestion de l'organisme arrête les modalités d'utilisation du véhicule de service selon les mêmes règles que celles prévues pour les membres du personnel.

Les frais de parcours liés à l'utilisation d'un véhicule personnel peuvent donner lieu à une intervention. Le conseil communal ou provincial ou le principal organe de gestion de l'organisme les arrête selon les mêmes règles que celles prévues pour les membres du personnel.

**Art. 11.** Sans préjudice de l'article 10, les frais éligibles à remboursement, sur base de justificatifs, sont les frais de formation, de séjour, ou de représentation à condition qu'ils s'inscrivent strictement dans le cadre de l'exercice du mandat ou de la fonction.

La présente disposition est intégrée dans le règlement d'ordre intérieur de la commune ou de la province ou du principal organe de gestion de l'organisme.

**Art. 12.** Sur base de justificatifs, le conseil communal ou provincial ou le principal organe de gestion de l'organisme octroie le remboursement des frais visés au présent chapitre.

Le directeur général de la commune ou de la province ou la personne occupant la position hiérarchique la plus élevée au sein de l'organisme établit un rapport annuel faisant état des remboursements de frais consentis pour l'exercice précédent. Le rapport fait l'objet d'un point à l'ordre du jour de l'une des séances du conseil communal ou provincial ou du principal organe de gestion.

CHAPITRE VI. — *Entrée en vigueur.*

**Art. 13.** A l'exception de l'article 2, alinéas 2 à 4, qui ne s'applique que dans le cadre de la conclusion d'un nouveau contrat d'achat ou de location, le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

CHAPITRE VII. — *Disposition finale*

**Art. 14.** La Ministre des Pouvoirs locaux est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 31 mai 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,  
V. DE BUE

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2018/203053]

**31. MAI 2018 — Erlass der Wallonischen Regierung in Ausführung von den Artikeln L1123-15, L2212-45, L6411-1, L6421-1 und L6451-1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 20;

Aufgrund des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung, Artikel L1123-15 § 3 Absatz 2, ersetzt durch das Dekret vom 29. März 2018, Artikel L2212-45 § 6 Absatz 2, ersetzt durch das Dekret vom 29. März 2018, Artikel L5111-1 Ziffer 14, eingefügt durch das Dekret vom 29. März 2018, Artikel L6411-1 § 1 Absätze 1 und 3, eingefügt durch das Dekret vom 29. März 2018, Artikel L6421-1 § 1 Absatz 4, eingefügt durch das Dekret vom 29. März 2018, und Artikel L6451-1 § 2 Absatz 2, eingefügt durch das Dekret vom 29. März 2018;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 19. März 2018;

Aufgrund des am 8. Mai 2018 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 63.324/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag der Ministerin für lokale Behörden;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Definitionen*

**Artikel 1** - Zwecks der Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° der Kodex: der Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung;

2° das Verzeichnis: das Verzeichnis nach Artikel L6411-1 des Kodex;

3° der Erklärungsspflichtige: die Person, auf welche der fünfte Teil des Kodex anwendbar ist, oder der institutionelle Informationsbeauftragte im Sinne von Artikel L6411-1 des Kodex;

4° die Einrichtung: die Einrichtung im Sinne von Artikel L6451-1 § 1 Absatz 2 des Kodex;

5° die Verwaltung: die operative Generaldirektion Lokale Behörden und Soziale Maßnahmen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie (OGD5).

KAPITEL II — *Zulässige Naturalvergütungen*

**Art. 2** - Die zulässigen Naturalvergütungen im Sinne von Artikel L1123-15 § 3 und L2212-45 § 6 des Kodex sind:

1° die kostenlose Zurverfügungstellung eines Fahrrads für einen gemischten, sowohl privaten als auch beruflichen Nutzen;

2° die kostenlose Zurverfügungstellung eines Mobiltelefons und/oder eines Tablets für einen gemischten, sowohl privaten als auch beruflichen Nutzen;

3° die kostenlose Zurverfügungstellung eines PCs und/oder Laptops für einen gemischten, sowohl privaten als auch beruflichen Nutzen;

4° die kostenlose Zurverfügungstellung einer festen und/oder mobilen Internetverbindung für einen gemischten, sowohl privaten als auch beruflichen Nutzen;

5° die kostenlose Zurverfügungstellung eines Festnetz- und/oder Mobiltelefonabonnements für einen gemischten, sowohl privaten als auch beruflichen Nutzen;

6° die Zurverfügungstellung eines Dienstfahrzeugs für einen gemischten, sowohl privaten als auch beruflichen Nutzen;

Der Erwerb oder das Leasing der Fahrzeuge im Sinne des vorliegenden Erlasses ist folgenden Personen erlaubt:

- den Bürgermeistern in Gemeinden mit 50.000 bis 100.000 Einwohnern;
- den Bürgermeistern und Schöffen in Gemeinden mit mehr als 100.000 Einwohnern;
- den Mitgliedern des Provinzialkollegiums,

und ist folgenden Einschränkungen unterworfen:

| Art und Zweckbestimmung des Fahrzeugs | Maximale Steuer-PS | Maximaler Hubraum     | Höchstzulässiger Anschaffungspreis des Fahrzeugs zum Zeitpunkt des Abschlusses des Kauf- oder Mietvertrags |
|---------------------------------------|--------------------|-----------------------|--|
| Dienstfahrzeug                        | 16 CV              | 4.000 cm <sup>3</sup> | 25.000 EUR   |

Der in vorliegender Tabelle genannte Preis ist der Anschaffungspreis (Grundpreis und eventuelle Extras), inkl. Mehrwertsteuer. Dieser Preis ist an die Schwankungen des Verbraucherpreisindex gebunden und beruht auf dem Schwellenindex 138,01. Dieser Preis versteht sich inklusive des Rabatts, jedoch ohne Berücksichtigung der eventuellen Rücknahme(n).

Abweichend von der oben angeführten Bestimmung beläuft sich der maximale Anschaffungspreis in der Tabelle auf 30.000 EUR exkl. MWSt im Falle des Erwerbs eines Hybrid- oder Elektrofahrzeugs oder eines „sauberen“ Fahrzeugs, sofern die Merkmale dieses Fahrzeugs einen steuerlichen Anreiz im Sinne der Gesetzesvorschriften in Sachen Einkommenssteuern veranlassen. Dieser Preis ist an die Schwankungen des Verbraucherpreisindex gebunden und beruht auf dem Schwellenindex 138,01. Dieser Preis versteht sich inklusive des Rabatts, jedoch ohne Berücksichtigung der eventuellen Rücknahme(n).

#### KAPITEL III — Modalitäten für die Übermittlung der Erklärung der Mandate und Vergütungen und der im Rahmen des Verzeichnisses gesammelten Informationen

**Art. 3** - Die Erklärung nach Artikel L5211-2 des Kodex muss die Authentifizierung des Erklärungspflichtigen ermöglichen, um zulässig zu sein. Diese Authentifizierung kann auf elektronischem Weg anhand des elektronischen Personalausweises des Erklärungspflichtigen oder auf dem Papierweg anhand einer Unterschrift erfolgen.

Eine Erklärung auf elektronischem Weg, die nicht anhand des Personalausweises identifiziert wird, wird anhand einer unterschriebenen Sendung auf dem Papierweg bestätigt. Diese Sendung kann auf der Grundlage des Dokuments erfolgen, das der Erklärungspflichtige am Abschluss des elektronischen Verfahrens erhalten hat.

**Art. 4** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die lokalen Behörden gehören, bestimmt die Mittel zur Mitteilung der in Artikel L6411-1 §§ 3 bis 5 des Kodex genannten Informationen.

**Art. 5** - Wenn eine Erklärung auf elektronischem Wege abgegeben wird, gibt der Erklärungspflichtige eine E-Mail-Adresse an, die für den Austausch zu verwenden ist. Der Erklärungspflichtige informiert die Verwaltung über jede Änderung dieser Adresse.

Dem Erklärungspflichtigen wird zum Zeitpunkt der Übermittlung der Erklärung eine Empfangsbestätigung seiner Erklärung per E-Mail zugesandt.

**Art. 6** - Die Frist für die Prüfung der Erklärungen nach Artikel L5421-1 § 5 des Kodex beginnt am ersten Tag nach demjenigen der Sendung der Empfangsbestätigung. Wenn dieser Tag jedoch ein Samstag, ein Sonntag oder ein gesetzlicher Feiertag ist, wird der Anfangspunkt dieser Frist auf den unmittelbar folgenden Werktag verlegt.

**Art. 7** - Falls die Verwaltung die zur Untersuchung der Akten und Aktenstücke erforderlichen Daten nach Artikel L6411-1 §§ 3 bis 5 des Kodex bei authentischen Quellen von Einrichtungen erhalten kann, kann sie den Erklärungspflichtigen von deren Übermittlung befreien.

**Art. 8** - Der Erklärungspflichtige übermittelt und validiert das Formular, das die Erklärungen nach Artikel L5211-1 des Kodex oder die Informationen nach Artikel L6411-1 des Kodex enthält. Das Formular wird vom Minister festgelegt, zu dessen Zuständigkeitsbereich die lokalen Behörden gehören.

#### KAPITEL IV — Muster für den Vergütungsbericht

**Art. 9** - Das Muster für den Vergütungsbericht nach Artikel L6421-1 § 1 wird nach Arten von Einrichtungen erstellt und vom Minister festgelegt, zu dessen Zuständigkeitsbereich die lokalen Behörden gehören.

#### KAPITEL V — Rückerstattung von zulässigen Ausgaben und Rückerstattungsmodalitäten

**Art. 10** - In Anwendung von Artikel L6451-1 § 2 können die Dienstfahrten eines Mandatsträgers, die im Rahmen der Ausübung des Mandats oder des Amtes erfolgen, anhand eines der Einrichtung gehörenden Dienstfahrzeugs oder eines privaten Fahrzeugs stattfinden.

In dem letztgenannten Fall schließt die Einrichtung eine Gesamtversicherung ab, um die Gefahren zu decken, denen die Mandatsträger, die ihr eigenes Motorfahrzeug im Rahmen ihres Dienstes oder ihres Amtes benutzen, ausgesetzt sind.

Wenn es sich um eine Gemeinde oder eine Provinz handelt, legt der Gemeinderat oder der Provinzialrat die Bestimmungen für die Benutzung des Dienstfahrzeugs nach denselben Regeln fest, wie diejenigen, die für die Personalmitglieder gelten.

Wenn es sich um eine Interkommunale, eine autonome Gemeinde- oder Provinzialregie, eine Projektvereinigung oder eine Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Rechts handelt, legt das wichtigste Verwaltungsorgan der Einrichtung die Bestimmungen für die Benutzung des Dienstfahrzeugs nach denselben Regeln fest, wie diejenigen, die für die Personalmitglieder gelten.

Für die Fahrtkosten in Verbindung mit der Nutzung eines privaten Fahrzeugs kann eine Fahrtkostenbeihilfe gezahlt werden. Der Gemeinde- oder Provinzialrat oder das wichtigste Verwaltungsorgan der Einrichtung legt die Bestimmungen für diese Fahrtkostenbeihilfe nach denselben Regeln fest, wie diejenigen, die für die Personalmitglieder gelten.

**Art. 11** - Unbeschadet von Artikel 10 sind die Ausgaben, die rückerstattet werden können, sofern entsprechende Belege vorliegen, die Schulungs-, Aufenthalts- oder Vertretungskosten, unter der Bedingung, dass sie strikt in den Rahmen der Ausübung des Mandats oder des Amtes gehören.

Die vorliegende Bestimmung wird in die Geschäftsordnung der Gemeinde oder der Provinz oder des wichtigsten Verwaltungsorgans der Einrichtung eingefügt.

**Art. 12** - Der Gemeinde- oder Provinzialrat oder das wichtigste Verwaltungsorgan der Einrichtung gewährt die Rückerstattung der in vorliegendem Kapitel erwähnten Ausgaben, sofern die entsprechenden Belege vorliegen.

Der Generaldirektor der Gemeinde oder der Provinz oder die Person mit der höchsten hierarchischen Stellung innerhalb der Einrichtung erstellt einen jährlichen Bericht über die für das vorhergehende Geschäftsjahr gewährten Kostenerstattungen. Der Bericht ist Gegenstand eines Punktes in der Tagesordnung einer der Sitzungen des Gemeinde- oder Provinzialrats oder des wichtigsten Verwaltungsorgans.

#### KAPITEL VI — Inkrafttreten

**Art. 13** - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft, mit Ausnahme von Artikel 2 Absätze 2 bis 4, der nur im Rahmen des Abschlusses eines neuen Kauf- oder Mietvertrags anwendbar wird.

KAPITEL VII — *Schlussbestimmung*

**Art. 14** - Die Ministerin für lokale Behörden wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.  
Namur, den 31. Mai 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen

V. DE BUE

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/203053]

**31 MEI 2018. — Besluit van de Waalse Regering genomen ter uitvoering van de artikelen L1123-15, L2212-45, L6411-1, L6421-1 en L6451-1 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20;

Gelet op het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, inzonderheid op de artikelen L1123-15, § 3, tweede lid, vervangen bij het decreet van 29 maart 2018, L2212-45, § 6, tweede lid, vervangen bij het decreet van 29 maart 2018, L5111-1, 14°, ingevoegd bij het decreet van 29 maart 2018, L6411-1, § 1, eerste en derde lid, ingevoegd bij het decreet van 29 maart 2018, L6421-1, § 1, vierde lid, ingevoegd bij het decreet van 29 maart 2018, en L6451-1, § 2, tweede lid, ingevoegd bij het decreet van 29 maart 2018;

Gelet op het rapport van 19 maart 2018 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies nr. 63.324/4 van de Raad van State, gegeven op 8 mei 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van de Plaatselijke Besturen;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijvingen*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° het Wetboek : het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie;

2° het register : het register bedoeld in artikel L6411-1 van het Wetboek;

3° de aangever : de persoon waarop het vijfde deel van het Wetboek van toepassing is of de institutionele informatieverstrekker bepaald in artikel L6411-1 van het Wetboek;

4° de instelling: de instelling bepaald in artikel L6451-1, § 1, tweede lid, van het Wetboek;

5° de Administratie : het Operationeel Directoraat-generaal Plaatselijke Besturen, Sociale Actie en Gezondheid van de Waalse Overheidsdienst (DGO5).

HOOFDSTUK II. — *Toelaatbare voordelen in natura*

**Art. 2.** De toelaatbare voordelen in natura bedoeld in de artikelen L1123-15, § 3, en L2212-45, § 6, van het Wetboek zijn :

1° de kosteloze terbeschikkingstelling van een fiets in het kader van een gemengd gebruik, zowel privé als beroeps-;

2° de kosteloze terbeschikkingstelling van een mobiele telefoon en/of een tablet in het kader van een gemengd gebruik, zowel privé als beroeps-;

3° de kosteloze terbeschikkingstelling van een personal computer en/of een laptop in het kader van een gemengd gebruik, zowel privé als beroeps-;

4° de kosteloze terbeschikkingstelling van een vaste en/of mobiele internetaansluiting in het kader van een gemengd gebruik, zowel privé als beroeps-;

5° de kosteloze terbeschikkingstelling van een vast of mobiel telefoonabonnement in het kader van een gemengd gebruik, zowel privé als beroeps-;

6° de kosteloze terbeschikkingstelling van een voertuig in het kader van een gemengd gebruik, zowel privé als beroeps-.

De aankoop of de leasing van de in dit besluit bedoelde voertuigen is toegelaten :

- voor de burgemeesters in de gemeenten van 50.000 tot 100.000 inwoners;

- voor de burgemeesters en schepenen in de gemeenten van meer dan 100.000 inwoners;

- voor de leden van het provinciecollege,  
en wordt onderworpen aan de volgende grenzen:

| Soort en bestemming van het voertuig | Maximaal fiscaal vermogen | Maximale cilinderinhoud | Maximale aankoopprijs van het voertuig bij het sluiten van het aankoop- of leasingcontract |
|--------------------------------------|---------------------------|-------------------------|--|
| Ambtsvoertuig                        | 16 P.K.                   | 4.000 CC                | 25.000 EUR   |

De prijs vermeld in deze tabel moet worden verstaan als de aankoopprijs, basisprijs en eventuele opties, excl. BT.W. Deze prijs is gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijzen en aan de spilindex 138,01. In deze prijs is de korting inbegrepen zonder rekening te houden met de eventuele terugnamen.

In afwijking daarvan en in geval van een aankoop van een hybride of elektrisch voertuig of van een schoon voertuig voor zover de eigenschappen van dit voertuig aanleiding geven tot een fiscale stimulans zoals bepaald bepaald bij de reglementering inzake inkomstenbelastingen, is de in de tabel bedoelde maximale prijs 30.000 EUR, excl. BT.W. Deze prijs is gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen en aan de spilindex 138,01. In deze prijs is de korting inbegrepen zonder rekening te houden met de eventuele terugnamen.

#### HOOFDSTUK III. — *Modaliteiten voor de overmaking van de mandataanaangiften en bezoldigingen en van de in het kader van het register ingezamelde informatie*

**Art. 3.** Om ontvankelijk te zijn, moet de in artikel L5211-2 van het Wetboek bedoelde aangifte de authenticatie van de aangever mogelijk maken. Deze authenticatie kan langs elektronische weg aan de hand van de elektronische identiteitskaart van de aangever of op papier via een handtekening geschieden.

De aangifte langs elektronische weg die niet aan de hand van de identiteitskaart wordt geauthenticeerd, wordt door een ondertekende zending op papieren drager bevestigd. Deze zending kan uitgevoerd worden op grond van het document ontvangen door de aangever na afloop van de procedure langs elektronische weg.

**Art. 4.** De Minister van de Plaatselijke Besturen bepaalt de wijzen van overmaking van de informatie bedoeld in artikel L6411-1, §§ 3 tot 5 van het Wetboek.

**Art. 5.** Indien een aangifte langs beveiligde elektronische weg ingediend wordt, vermeldt de aangever een e-mailadres dat voor de uitwisselingen gebruikt moet worden. De aangever deelt elke wijziging van dit adres aan de Administratie mede.

Er wordt een bericht van ontvangst van de indiening per e-mail aan de aangever gestuurd op het moment van de overmaking van de aangifte.

**Art. 6.** De begindatum van de termijn voor de verificatie van de aangiften bedoeld in artikel L5421-1, § 5, van het Wetboek is de eerste dag volgend op de dag van zending van het ontvangstbericht. Als die dag een zaterdag, zondag of wettelijke feestdag is, wordt de begindatum van deze termijn evenwel uitgesteld tot de eerstvolgende werkdag.

**Art. 7.** Als de Administratie de in artikel L6411-1, §§ 3 tot 5, van het Wetboek bedoelde gegevens die nodig zijn voor het onderzoek van de dossiers en stukken, bij openbare authentieke bronnen van instellingen kan verkrijgen, kan ze de aanvrager vrijstellen van het verstrekken van deze gegevens.

**Art. 8.** Het formulier dat de in artikel L5211-1 van het Wetboek bedoelde aangiften of de in artikel L6411-1 van het Wetboek bedoelde informatie omvat, wordt door de aangever overgemaakt en gevalideerd. Het formulier wordt door de Minister van de Plaatselijke Besturen vastgesteld.

#### HOOFDSTUK IV. — *Model van het bezoldigingsverslag*

**Art. 9.** Het model van het bezoldigingsverslag bedoeld in artikel L6421-1, § 1, wordt per soort instelling opgemaakt en wordt door de Minister van de Plaatselijke Besturen vastgesteld.

#### HOOFDSTUK V. — *Terugbetalingen van de toelaatbare kosten en toekenningsmodaliteiten*

**Art. 10.** Overeenkomstig artikel L6451-1, § 2, kunnen de verplaatsingen van een mandataris voor de behoeften eigen aan de uitoefening van het mandaat of van de functie uitgevoerd worden aan de hand van een dienstvoertuig dat aan de instelling toebehoort of aan de hand van een persoonlijk voertuig.

In dit laatste geval sluit de instelling een all-risk verzekering ter dekking van de risico's voor de mandatarissen die gebruik maken van hun eigen motorvoertuig voor de behoeften van de dienst of van het mandaat.

Als het een gemeente of een provincie betreft, bepaalt de gemeenteraad of de provincieraad de modaliteiten voor het gebruik van het dienstvoertuig volgens dezelfde regels als die voorzien voor de personeelsleden.

Als het een intercommunale, een autonoom gemeentebedrijf of provinciebedrijf, een projectvereniging of een openbare huisvestingsmaatschappij betreft, bepaalt het belangrijkste beheersorgaan van de instelling de modaliteiten voor het gebruik van het dienstvoertuig volgens dezelfde regels als die voorzien voor de personeelsleden.

De reiskosten gebonden aan het gebruik van een persoonlijk voertuig kunnen aanleiding geven tot een tegemoetkoming. De gemeenteraad of de provincieraad of het belangrijkste beheersorgaan van de instelling stelt bedoelde kosten vast volgens dezelfde regels als die voorzien voor de personeelsleden.

**Art. 11.** Onverminderd artikel 10 zijn de kosten die op grond van bewijsstukken in aanmerking kunnen komen voor een terugbetaling, de opleidings-, verblijf- of vertegenwoordigingskosten voor zover ze strikt in het kader van de uitoefening van het mandaat of van de functie passen.

Deze bepaling wordt in het huishoudelijk reglement van de gemeente of van de provincie of van het belangrijkste beheersorgaan van de instelling opgenomen.

**Art. 12.** Op grond van bewijsstukken verleent de gemeenteraad of de provincieraad of het belangrijkste beheersorgaan van de instelling de terugbetaling van de in dit hoofdstuk bedoelde kosten.

De directeur-generaal van de gemeente of van de provincie of de persoon die de hoogste hiërarchische positie inneemt in de instelling, stelt een jaarlijks verslag op waarin gewag gemaakt wordt van de terugbetalingen van de voor het vorige boekjaar gemaakte kosten. Het verslag maakt het voorwerp uit van een agendapunt van één van de vergaderingen van de gemeenteraad, van de provincieraad of van het belangrijkste beheersorgaan.

HOOFDSTUK VI. — *Inwerkingtreding.*

**Art. 13.** Met uitzondering van artikel 2, leden 2 tot 4, dat slechts in het kader van het sluiten van een nieuw aankoop- of leasingcontract van toepassing is, treedt dit besluit in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

**Art. 14.** De Minister van de Plaatselijke Besturen is belast met de uitvoering van dit besluit.  
Namen, 31 mei 2018.

Voor de Waalse Regering :

De Minister-President,  
W. BORSUS

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuur,  
V. DE BUE

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/203054]

**31 MAI 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon pris en exécution des articles 96/2, 96/3 et 96/8 de la loi organique des centres publics d'action sociale du 8 juillet 1976**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20;

Vu la loi organique des centres publics d'action sociale du 8 juillet 1976, les articles 96/2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, 96/3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, et 96/8, § 2, alinéa 2, insérés par le décret du 29 mars 2018;

Vu le rapport du 19 mars 2018 établi conformément à l'article 4, 2<sup>o</sup>, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis 63.325/4 du Conseil d'État, donné le 8 mai 2018 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre des Pouvoirs locaux;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Disposition introductive*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

CHAPITRE II. — *Définitions*

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1<sup>o</sup> la loi organique du 8 juillet 1976 : la loi organique des centres publics d'action sociale du 8 juillet 1976;

2<sup>o</sup> le Code : le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

3<sup>o</sup> le registre : le registre visé à l'article 96/2, § 1<sup>er</sup>, de la loi organique du 8 juillet 1976;

4<sup>o</sup> l'informateur : l'informateur institutionnel défini à l'article 96/2, § 2, de la loi organique du 8 juillet 1976;

5<sup>o</sup> l'organisme : l'organisme défini à l'article 96/8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi organique du 8 juillet 1976;

6<sup>o</sup> l'Administration : la Direction générale opérationnelle Pouvoirs locaux et Action sociale du Service public de Wallonie (DGO5).

CHAPITRE III. — *Modalités de transmission des informations collectées dans le cadre du registre*

**Art. 3.** Le Ministre qui a les Pouvoirs locaux dans ses compétences définit les moyens de transmission des informations visées à l'article 96/2, §§ 3 à 5, de la loi organique du 8 juillet 1976.

**Art. 4.** Si une information est transmise par voie électronique, l'informateur mentionne l'adresse courriel à utiliser pour les échanges. L'informateur communique toute modification de cette adresse à l'Administration.

Un accusé de réception du dépôt est expédié par courriel à l'informateur au moment de la transmission de l'information.

**Art. 5.** Dans le cas où l'Administration peut obtenir directement, auprès de sources authentiques d'organismes, les informations visées à l'article 96/2, §§ 3 à 5, de la loi organique du 8 juillet 1976, elle peut dispenser l'informateur de les transmettre.